

## DANS CE NUMÉRO

### L'éducation est un droit!

- Discussion sur la plateforme du PMLC
- Laura Chesnik, porte-parole du PMLC en matière d'éducation et affaires connexes
- Les enseignants de la Colombie-Britannique résistent aux demandes de concessions du gouvernement néodémocrate  
- *Barbara Biley* -
- Des directeurs d'entreprise du secteur pétrolier se répandent dans l'enseignement postsecondaire de l'Alberta  
- *Dougal MacDonald* -
- Un rassemblement contre l'ingérence du gouvernement de l'Alberta dans le renouvellement du programme scolaire
- Les justes revendications des employés de soutien de l'Université du Québec à Montréal

### L'éducation est un droit!

## Discussion sur la plateforme du PMLC



**L'éducation est un droit.** C'est à peu près accepté par tout le monde aujourd'hui, mais qu'est-ce que ça veut dire en pratique ? Comment ce droit est-il défini et comment faire pour qu'il soit garanti ? Une chose est certaine : définir et faire respecter ce droit est une nécessité. Sans donner aux générations futures une éducation à la hauteur de ce qui est requis par les sociétés et le monde d'aujourd'hui, comment allons-nous créer le genre d'avenir que nous souhaitons ?

Mais qui décide de ce dont les sociétés ont besoin aujourd'hui ? Qui décide du contenu de l'éducation ? Quelles formes de culture sociale, politique et autre le système d'éducation inculque-t-il à la jeunesse ? Ne doit-on pas régler les comptes avec la vieille conscience de la société, comme la discrimination cruelle dans le cas des enfants et des familles autochtones et le racisme systémique auquel ils sont soumis ? Ou avec la discrimination envers les enfants de familles immigrantes et de diverses origines ou l'exploitation des étudiants internationaux comme une mine d'or de 19 milliards de dollars par année avec les « visas étudiants » ? Comment le système d'éducation aborde-t-il les problèmes de l'adolescence et de croissance et les nombreux autres éléments de l'apprentissage ?

Ces problèmes et la façon dont ils sont traités par les gouvernements à tous les niveaux contribuent-ils à soutenir les éducateurs, les écoles et les communautés, et surtout les jeunes, ou sont-ils une source de division ? Les jeunes sont-ils vus comme des êtres humains avec des droits ou tout juste comme une catégorie de « choses » sujettes à récompense ou à punition et à la consommation de « choses » selon des valeurs que personne n'a l'occasion de discuter et régler pour soi-même ?

Un système d'éducation est financé pour éduquer et former la jeunesse en fonction des besoins de l'économie. Lorsque cette économie est aux mains d'une toute petite oligarchie financière qui est entièrement centrée sur elle-même, la direction de l'économie et du système d'éducation est établie en fonction des objectifs privés très étroits des oligarques en position de contrôle. Comment nous, les éducateurs et les autres personnes activement préoccupées par l'éducation et la jeunesse, abordons-nous cette réalité ?



Dans le domaine de l'éducation, ce que les gouvernements acceptent d'offrir est décidé en fonction des objectifs privés étroits de ceux qui possèdent et contrôlent l'économie, en particulier les compagnies qui produisent et vendent tout ce qui se rapporte au marché de l'éducation. Des intérêts privés produisent et vendent l'infrastructure nécessaire, les immeubles, les ordinateurs, le mobilier, les manuels et les équipements de tous genres. Mais leurs tentacules s'étendent aussi jusqu'au genre de travailleurs qu'ils veulent produire pour leur marché du travail. Le contrôle de ces puissants intérêts privés s'étend jusqu'au curriculum, aux programmes, aux demandes de recherche et, chose importante, à l'objectif du système d'éducation lui-même.

L'objectif de ceux qui dirigent le système d'éducation à partir d'en haut est de servir les intérêts privés de ceux qui contrôlent l'économie, soit l'oligarchie financière. Cet objectif qui provient d'en haut fait en sorte que les éducateurs et les jeunes font l'objet d'une pression extrême pour qu'ils obéissent et se conforment à ce climat antisocial qui sert les intérêts privés étroits et leur marché, dont leur marché du travail. Ils sont forcés de se débrouiller chacun de son côté et de faire « tout ce qu'il faut » pour s'assurer une niche dans le système d'éducation et le marché du travail qui sont contrôlés par les oligarques financiers.



Cependant, malgré tous leurs efforts, ces intérêts privés étroits ne contrôlent pas et ne peuvent pas contrôler les êtres humains. En dépit de tous leurs efforts, ils ne sont pas capables de forcer les éducateurs et les travailleurs de soutien, les parents et les étudiants à être d'accord avec eux et à se soumettre à eux. C'est un problème pour eux mais c'est un grand atout pour la société. Alors qu'obtenir une éducation est une source d'inquiétude constante parmi les jeunes à cause des coûts et de la culture de la loi de la jungle

et de chacun pour soi, beaucoup de jeunes défient ce diktat pour se bâtir un brillant avenir. Bien que la dégénérescence du système d'éducation soit de plus en plus stressante pour les enseignants, les travailleurs de l'éducation, les directeurs d'écoles et les parents, ils trouvent les façons, avec grand courage et dévouement, de dire NON ! aux coupures, à la privatisation et au diktat et NON ! à l'imposition de conditions et d'objectifs inacceptables pour l'éducation. Même les administrateurs, qui sont embauchés et soumis à la pression des investisseurs de l'éducation de gérer les écoles, les collèges et les universités comme des entreprises privées dont le but est de faire faire de l'argent à tous ceux qui ont une part du gâteau de l'éducation, prennent la parole et expriment leurs inquiétudes malgré la menace de perdre leur emploi et d'autres formes de représailles.

Cette résistance, ce refus de se soumettre, cet esprit de dire Non ! lorsque c'est nécessaire, fait de l'unité d'action parmi les éducateurs, le personnel de soutien, les étudiants et les parents quelque chose d'important et de vivifiant. Elle fait des revendications et des réclamations de ceux qui travaillent et vivent dans le domaine de l'éducation, les éducateurs, les étudiants, les parents et les autres, quelque chose qui insuffle de la vie et qui est important.

Les éducateurs sont des professionnels qui assument leur devoir envers la société, leurs étudiants et eux-mêmes. Lorsqu'ils parlent de leurs conditions de vie et de travail et des problèmes auxquels le système d'éducation fait face à cause des coupures, du manque de financement et des demandes égoïstes des puissants intérêts privés, leur parole est d'or. Nous devons les écouter et les appuyer lorsqu'ils luttent pour affirmer leurs droits et parlent en leur propre nom.

Nous avons besoin d'une société qui garantit les droits, notamment le droit à l'éducation, parce que nous avons besoin d'enseignants, de travailleurs de l'éducation, d'écoles, de collèges et d'universités qui servent le progrès et les lumières et aident à élever nos enfants et à ouvrir une voie vers le progrès de la société.

---

## Laura Chesnik, porte-parole du PMLC en matière d'éducation et affaires connexes

Laura Chesnik est la parole-parole du PMLC en matière d'éducation et affaires connexes. Enseignante à Windsor, en Ontario, elle est militante syndicale, mère de famille, entraîneuse sportive, politicienne ouvrière et championne des droits de tous pour réaliser la sécurité, la prospérité et la paix. Elle travaille à rassembler les Canadiens pour décider ensemble des affaires qui



les concernent et parler en leur propre nom. Elle organise des initiatives avec ses collègues et ses pairs pour briser le silence sur les conditions de travail des éducateurs et pour qu'ils prennent en main leurs affaires afin de mettre fin à l'offensive antisociale. Elle collabore à différents projets pour fournir l'information dont les gens ont besoin pour tirer les conclusions qui s'imposent et prendre des positions qui les avantagent.



Laura collabore également à différents projets pour bâtir des forums pour les éducateurs, le personnel de soutien, les étudiants et les parents afin qu'ils prennent la parole et participent à la discussion. On peut trouver des exemples de ces discussions sur l'éducation et des sujets connexes dans une émission en baladodiffusion qu'elle coanime au [edisaright.ca](http://edisaright.ca). Les discussions illustrent ce qui peut être fait à l'échelle du pays et dans chaque domaine d'activité pour ouvrir la voie au progrès de la société. Le balado est une bouffée d'air frais dans le contexte de l'électoratisme grossier et de la frénésie de dépenses pour gagner des votes auxquels se livrent les partis qui forment un système de cartel de partis. Ceux-ci ne s'intéressent qu'à former le prochain gouvernement afin de servir les intérêts privés étroits de l'oligarchie financière alors que les citoyens et ceux qui défendent leurs droits sur tous les fronts cherchent à les empêcher de faire des ravages.

Les discussions aident les auditeurs à démêler ce qui est important et ce qui ne l'est pas. Parmi les sujets importants il y a la question de qui décide du contenu et de la direction de l'éducation et du rôle que l'éducation joue dans la société ; comment les salaires et les conditions de travail des éducateurs et des travailleurs de soutien doivent-ils être déterminés ; comment, en tant que société, on peut garantir le droit à l'éducation pour tous ; les solutions aux problèmes causés par la privatisation de tous les aspects de l'éducation et la pression que cela cause à chaque personne concernée et à la société. Ces discussions donnent un moyen d'unir tous ceux qui désirent mettre fin à l'offensive antisociale et à renverser la situation en faveur des générations actuelles et futures. Joignez-vous à nous !

*Laura Chesnik est également la candidate du PMLC dans Windsor-Tecumseh. Elle peut être contactée en écrivant à [pmlc@cpcml.ca](mailto:pmlc@cpcml.ca) ou par téléphone au (519) 982-3708.*

---

## **Les enseignants de la Colombie-Britannique résistent aux demandes de concessions du gouvernement néodémocrate**

**- Barbara Biley -**

Le 3 septembre, 43 000 enseignants du secteur public de la Colombie-Britannique, membres de la Fédération des enseignantes et enseignants de la Colombie-Britannique (BCTF), sont retournés dans leurs salles de classe sans convention collective à cause des demandes inacceptables du

gouvernement néodémocrate.



**Journée d'action des enseignants de la Colombie-Britannique le 27 février 2012**

accusé du retard par rapport aux autres provinces.

Les enseignants cherchent également à améliorer leurs conditions de travail, qui sont les conditions d'apprentissage de leurs élèves. En 2016, à la suite d'une longue bataille juridique contre l'ancien gouvernement libéral, la BCTF a remporté un procès devant la Cour suprême du Canada qui a rétabli les dispositions de la convention collective relatives à la taille des classes, à leur composition et aux effectifs d'enseignants spécialisés. Le gouvernement avait éliminé unilatéralement et illégalement ces dispositions en 2002, ce qui a entraîné pendant 15 années des licenciements d'enseignants, des réductions d'enseignants spécialisés, une augmentation de la taille des classes et une réduction du soutien accordé aux élèves qui ont des besoins spécifiques. Selon la BCTF, les dommages causés par des années de réduction n'ont pas tous été réparés. Des améliorations doivent donc être apportées dans certains secteurs clés, telles que l'adoption de normes provinciales uniformes pour la taille et la composition des classes. En février 2019, plus de 300 postes d'enseignants étaient encore vacants en Colombie-Britannique, ce qui doit être résolu dans les négociations en cours.

Les propositions initiales de l'employeur présentées en avril excluaient tout règlement d'ici la fin de juin. Selon Glen Hansman, ancien président de la BCTF, les propositions du gouvernement augmenteraient la taille des classes dans de nombreux conseils scolaires provinciaux, « supprimeraient tout le libellé du texte qui définit la composition des classes » et « nous ramèneraient en arrière », ce qui entraînerait une réduction des aides à l'enseignement pour les étudiants sur l'île de Vancouver, la vallée du Fraser et le Lower Mainland (la vallée du bas Fraser). Le premier ministre John Horgan a répondu que les propositions visaient à « moderniser le libellé afin de ne pas supprimer les droits pour lesquels on avait tant lutté ».



Après l'expiration de l'ancienne convention collective et les négociations ayant atteint une impasse, la Commission des relations de travail a nommé un médiateur. Huit jours de négociations par

médiation ont eu lieu en août. La nouvelle présidente de la BCTF, Teri Mooring, a déclaré avant que débute cette ronde de négociations : « Il n'y a donc aucune raison pour que nous ne puissions pas obtenir une entente dans ces huit jours. » Toutefois, aucun progrès n'ayant été accompli, le médiateur a appelé à « une suspension » jusqu'au 23 septembre. Selon Mooring, un règlement négocié est possible et aucun vote sur des moyens de pression n'a été autorisé « pour le moment ». Les sections locales de la BCTF organiseront des réunions des membres pendant cette période pour faire le point sur la situation. Elle a promis « qu'il n'est pas question de revenir sur le libellé [contractuel] déjà acquis » et « les demandes de concessions doivent être retirées ».

*Barbara Biley est la candidate du PMLC dans la circonscription de Courtenay-Alberni sur l'Île de Vancouver.*

---

## **Des directeurs d'entreprise du secteur pétrolier se répandent dans l'enseignement postsecondaire de l'Alberta**

**- Dougal MacDonald -**

Le 16 août, le gouvernement albertain du Parti conservateur uni (PCU) a licencié 43 membres du conseil des gouverneurs des universités, collèges et écoles techniques de l'Alberta qui n'avaient pas encore terminé leur mandat. Il les a remplacés par des personnes choisies par lui-même, dont neuf nouveaux présidents de conseil. La plupart des nouveaux administrateurs nommés sont des directeurs d'entreprise issus de monopoles pétroliers étrangers. Le ministre de l'Enseignement supérieur affirme que la sélection des nouveaux administrateurs suite aux licenciements collectifs s'est faite « sur la base du mérite ».



Le ministre ne laisse pas de doute sur le fait que la sélection de nouveaux administrateurs correspond à la vision du PCU en matière d'enseignement postsecondaire. Le concept n'a rien à voir avec la création de penseurs critiques ou de citoyens responsables qui participent à la démocratie et contribuent à l'amélioration de la société. Son seul objectif est de fournir une formation aux futurs employés et des chercheurs aux entreprises, financés par des fonds publics. Le ministre affirme : « Ces nouvelles personnes nommées aideront nos institutions à nouer de solides relations avec l'industrie afin de garantir de meilleurs résultats sur le marché du travail. »

Les neuf nouveaux administrateurs nommés par le PCU qui occuperont les postes de président de conseils d'administration occuperont ainsi la position la plus influente dans chaque établissement. Selon le site web de l'Université de l'Alberta, « le conseil d'administration est investi de la direction, de la gestion et du contrôle de l'Université, ainsi que de tous ses biens, revenus, activités et affaires ».



Quatre des nouveaux présidents de conseil sont : Kate Chisholm, Université de l'Alberta, vice-présidente principale de Capital Power sous contrôle américain ; Geeta Sankappanavar, Université de Calgary, présidente de Grafton Asset Management ; Alex Pourbaix, Mount Royal University, PDG du monopole de l'énergie sous contrôle étranger Cenovus et Nancy Laird, Université d'Athabasca, vice-présidente principale d'Encana Corporation.

Toutes les nominations ont été faites sans consulter un seul étudiant, membre du corps professoral ou membre du personnel de soutien ou autre travailleur de l'éducation ou personne active dans l'enseignement postsecondaire qui est soucieuse de la direction que prend cet enseignement. Cela soulève à nouveau la question fondamentale : « Qui décide ? » Qui décide du rôle que nos institutions d'enseignement jouent dans la société et qui décide de leur direction ? Quel rôle les étudiants, les professeurs, le personnel de soutien, le personnel éducatif et d'autres doivent-ils jouer dans la prise de décision en matière d'éducation ?

Ce dernier fiasco montre clairement ce qui se produit lorsque des intérêts privés étroits contrôlent les institutions de la société telles que le gouvernement et continuent de prendre les décisions importantes concernant l'éducation postsecondaire et d'autres questions cruciales qui affectent la vie de chacun.

En opposition à cela, plusieurs milliers de travailleurs de l'enseignement postsecondaire et leurs alliés sont outrés et fermement convaincus que ce doit être « Nous qui décidons ! » Un tel changement de direction nécessite que les gens prennent part à la vie politique et prennent le contrôle de leur vie et de la société. Prenons nos affaires en mains !

*Dougal MacDonald est le candidat du PMLC dans la circonscription d'Edmonton Strathcona.*

---

## Un rassemblement contre l'ingérence du gouvernement de l'Alberta dans le renouvellement du programme scolaire



Environ 350 personnes se sont rassemblées sur les marches de l'Assemblée législative de l'Alberta le 28 août pour protester contre l'ingérence du gouvernement dans le renouvellement des programmes

scolaires et l'exclusion complète des enseignants de l'Alberta à ce chapitre. Parmi les intervenants au rassemblement figuraient des enseignants, des éducateurs et des étudiants autochtones et un ancien ministre de l'Éducation.

Le 16 août, le gouvernement a mis fin arbitrairement à une collaboration de près de trois ans avec les enseignants pour la mise à jour des documents de programme devenus trop vieux. Par exemple, le programme de sciences au niveau primaire n'a pas été modifié depuis 23 ans. Un mois plus tôt, le gouvernement avait annulé les nouveaux tests normalisés de la maternelle à la 4e année prévus cet automne sur lesquels des centaines d'enseignants avaient travaillé. Le président de l'Association des enseignants et enseignantes de l'Alberta a expliqué le rôle crucial des enseignants : « Les enseignants suivent le programme ; ils savent ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans les classes diverses et complexes d'aujourd'hui. En fin de compte, si un programme ne fonctionne pas pour les enseignants et ne soutient pas comme il se doit l'apprentissage des élèves, il échouera et, pour nous, l'échec n'est pas une option. »

La ministre de l'Éducation, Adriana LaGrange, affirme que le gouvernement a mis fin à la collaboration avec les enseignants parce que « de nombreux partenaires du système d'éducation ont un rôle à jouer dans la détermination de ce que les élèves de l'Alberta devraient apprendre. Il est important d'ouvrir le processus afin de les impliquer davantage ». C'est une façon de dire que le gouvernement veut donner le pouvoir décisionnel à des intérêts puissants du secteur privé.

Pour remplacer la collaboration enseignant-gouvernement, le Parti conservateur uni (PCU) a sélectionné un comité de révision composé de 12 personnes, qui semble avoir pour mandat de garantir que les nouveaux programmes ne soient pas « subversifs ». Un ancien surintendant du district scolaire d'Edmonton préside le panel. Il est membre de l'Atlantic Institute for Market Studies (AIMS) financé par l'entreprise privée, un « groupe de réflexion » dédié à la promotion des principes de l'éducation fondée sur le marché, y compris les écoles à charte, les écoles P3 et la privatisation des aspects rentables de l'éducation.

Les autres membres du comité de révision choisis par le gouvernement conservateur n'ont jamais enseigné. Les partisans des écoles privées, à charte et confessionnelles dominent. Un éducateur américain qui prône le « choix de l'école », un programme néolibéral qui encourage à délaisser l'école publique pour des options comprenant des « coupons d'éducation », les écoles à charte et les bourses d'études privées, siège aussi sur le comité.

En outre, si l'une des grandes priorités actuelles en matière d'éducation est de mettre en œuvre les recommandations de la Commission de vérité et réconciliation en vue de la décolonisation de l'éducation, le comité d'examen du gouvernement conservateur n'inclut pas un seul membre des Premières Nations et des nations métisses ou inuites. Cela contraste nettement avec le processus de consultation initial qui comprenait des enseignants et des éducateurs autochtones.

La tâche principale du comité de révision semble être de s'assurer que les nouveaux programmes correspondent à l'idéologie du PCU. Le scénario est qu'une fois que le panel aura « nettoyé » les programmes d'enseignement, le PCU s'appropriera le mérite de tout le dur travail déjà accompli par les enseignants et les experts en éducation de la maternelle à la 12e année au cours des trois dernières années. Entre-temps, le gouvernement et ses fonctionnaires continueront de faire tout leur possible pour que le programme d'éducation néolibéral réactionnaire soit appliqué. Déjà, il a imposé la loi 9 aux enseignants, qui attaque leur convention collective et les propositions abondent pour un contrôle des salaires des travailleurs de l'éducation et des réductions du financement global de l'éducation.



## Les justes revendications des employés de soutien de l'Université du Québec à Montréal



Suite à leur position militante à la défense de leurs justes revendications, les employés de soutien de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont été en mesure de conclure une nouvelle entente pour leur convention collective qui inclut leurs demandes de négocier eux-mêmes leurs salaires. Réunis en assemblée générale le 19 septembre, ils ont voté à 87 % pour l'entente de principe conclue plus tôt durant la semaine entre les représentants de l'UQAM et ceux du Syndicat des employés et employés de l'UQAM (SEUQAM). Cela mis fin à leur grève qui avait débuté le 3 septembre.

Un des enjeux principaux de la grève était la question des salaires. L'UQAM offrait à ses employés de soutien, pour 2019 à 2025, des augmentations salariales basées sur la politique salariale gouvernementale (PSG). Il s'agit du taux d'augmentation salariale dans le secteur public tel qu'il sera négocié entre le gouvernement et les syndicats du secteur, et ce taux n'est évidemment pas encore connu. Les employés ont rejeté cette offre et ont demandé de véritables augmentations salariales déterminées par la négociation. La convention collective ratifiée prévoit les augmentations salariales pour 2018 et 2019 et comprend une garantie d'augmentations salariales égales ou plus élevées que ce que les travailleurs du secteur public vont être capables de négocier avec le gouvernement.

Le syndicat souligne qu'il a été capable d'obtenir des améliorations dans les clauses relatives à la conciliation travail et vie personnelle, les jours de maladie et les heures supplémentaires.

« Les membres sont fiers de s'être mobilisés afin d'avoir des minimums d'augmentations salariales garantis et d'éviter d'être totalement dépendants de la PSG », a déclaré Louisa Cordeiro, présidente du SEUQAM.

Les employés de soutien ont organisé plusieurs actions pour obtenir satisfaction à leurs justes revendications.

Le 12 septembre, plus de 2000 personnes ont manifesté dans les rues de Montréal en appui à leur

lutte pour leurs droits. Comme 2019 souligne le 50e anniversaire de l'UQAM, le Syndicat des employés de soutien a organisé la manifestation sous le thème : « UQAM, 50 ans de solidarité ». Les employés ont souligné avec force que leurs conditions de travail ont une incidence directe sur les conditions d'apprentissage et de vie des étudiants et des étudiantes et sur toute la communauté universitaire.

La marche a débuté à la Place Pasteur à l'UQAM, s'est poursuivie sur la rue Ontario et s'est terminée sur la rue Fullum où se trouve le bureau du ministère de l'Éducation du Québec. Elle a rassemblé des travailleurs et travailleuses de nombreux autres syndicats venus marcher avec eux, ainsi que bon nombre d'étudiants. « Les employés de soutien sont indispensables. Ils ont besoin des meilleures conditions de travail pour nous offrir les meilleures conditions d'étude, a dit un étudiant. Le refus de l'administration de l'UQAM et du Conseil du trésor de reconnaître la réalité et la justesse de leur demande n'est pas acceptable. » Dans les rues, nombre de personnes les ont salués, solidaires de leurs demandes.

La présidente du Syndicat des employés de l'UQAM (SEUQAM), Louisa Cordeiro, a déclaré lors de l'action : « Nous voulons continuer à contribuer à l'essor de notre institution, mais pour garder les membres des différents groupes de travail, que ce soit les professionnels, les techniciens, les employés du groupe bureau et les employés aux métiers et services, il faut les traiter convenablement et cela passe par des salaires décents ».



(Photos: LR)

**Envoyez vos articles, photos, rapports, points de vue et commentaires à [redactionpmlc@cpcml.ca](mailto:redactionpmlc@cpcml.ca).**

**ABONNEZ-VOUS AU RENOUVEAU**

**Écrivez à [maitre\\_de\\_poste@cpcml.ca](mailto:maitre_de_poste@cpcml.ca) en indiquant « abonnement » dans la case sujet. Veuillez indiquer votre nom, circonscription et occupation. Voir la page d'accueil pour le formulaire d'abonnement complet.**